

12. Zone de LUXEMBOURG

| | Adresse du siège administratif | Implantation N° | Adresse de l'implantation |
|----------------|---|-----------------|---------------------------|
| 1 | Chemin St Martin, 38 - 6900 MARCHE-EN-FAMENNE | 1 | Même adresse |
| 1 IMPLANTATION | | | |

F. 96 — 2720

[S - C - 96/29395]

15 OCTOBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française, ainsi que les services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 1er avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, notamment l'article 7, inséré par l'arrêté royal n° 467 du 1er octobre 1986;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française, du centre de formation de la Communauté française, ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial, modifié par l'arrêté royal du 30 octobre 1981, les arrêtés royaux n° 73 du 20 juillet 1982 et n° 226 du 7 décembre 1983, les arrêtés royaux des 29 août 1985 et 21 octobre 1985, les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française du 7 novembre 1991 et du 30 avril 1993, et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 janvier 1995;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 mars 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 août 1996;

Vu le protocole du Comité de Secteur IX, daté du 26 août 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Vu l'urgence motivée par la circonstance qu'il importe, en effet, que les mesures envisagées puissent entrer en vigueur rapidement pour des raisons d'organisation et de suivi des formations prévues au bénéfice des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 14 octobre 1996,

Arrête :

Article 1er. L'intitulé de l'arrêté royal du 27 juillet 1979, portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française, du centre de formation de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial, est remplacé par l'intitulé suivant :

"Arrêté royal du 27 juillet 1979, portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial."

Art. 2. A l'article 1er, § 1er du même arrêté, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 avril 1993, sont apportées les modifications suivantes :

"Le présent statut s'applique aux membres du personnel technique temporaire, stagiaire et définitif des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française ainsi qu'aux membres du personnel technique des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial."

Art. 3. A l'article 2, § 1er, les points 2 et 3b du même arrêté sont abrogés.

Art. 4. Sont abrogés, dans le même arrêté, chapitre VII :

1° l'article 66,

2° l'article 67, remplacé par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 avril 1993,

3° les articles 68 à 72,

4° l'article 73, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 avril 1993,

5° les articles 74 à 79.

Art. 5. Le titre de la section 2 du chapitre VIII du présent arrêté est remplacé par le titre suivant :
"Direction d'un centre psycho-médico-social de la Communauté française et d'un centre psycho-médico-social pour l'enseignement spécial de la Communauté française".

Art. 6. L'article 86 du même arrêté est abrogé.

Art. 7. A l'article 87, § 1er, du même arrêté, les mots "aux articles 85, 2 et 86, 2" sont remplacés par les mots "à l'article 85, 2".

Dans le même article, § 2, les mots "aux articles 85, 3 et 86, 3" sont remplacés par les mots "à l'article 85, 3".

Art. 8. A l'article 90, alinéa 1er, du même arrêté les mots "aux articles 85 et 86" sont remplacés par les mots "à l'article 85".

Art. 9. Sont abrogés, dans le même arrêté, section 3 du chapitre IX :

1° l'article 104 modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 avril 1993,

2° les articles 105 à 107,

3° l'article 108 modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 avril 1993,

4° l'article 109,

5° l'article 110 modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 avril 1993.

Art. 10. Le titre de la section 5 du chapitre IX est remplacé par :

"Des modalités communes réglant pour les fonctions de recrutement et de promotion, la réaffectation des membres du personnel technique en disponibilité par défaut d'emploi."

Art. 11. A l'article 118, § 1er, du même arrêté, les mots "de sélection" sont supprimés.

Art. 12. A l'article 122, alinéa 3, du même arrêté, les mots "de sélection" sont supprimés.

Art. 13. A l'article 123, alinéa 2, du même arrêté, les mots "et dans les fonctions de sélection" sont supprimés.

Art. 14. L'article 129, § 1er, du même arrêté est abrogé.

Art. 15. A l'article 168, alinéa 2, du même arrêté, les mots "de sélection ou" sont supprimés.

Art. 16. A l'article 172, alinéa 2, du même arrêté, les mots "de sélection ou" sont supprimés.

Art. 17. A l'article 180, alinéa 3, du même arrêté, les mots "à une fonction de sélection" sont supprimés.

Art. 18. A l'article 183ter, § 3, alinéa 1er, du même arrêté, les mots "à une fonction de sélection ou" sont supprimés.

Art. 19. A l'article 185 du même arrêté, les mots "à un nomination dans une fonction de sélection" sont supprimés.

Art. 20. A l'article 193 du même arrêté, les mots "de sélection ou" sont supprimés.

Art. 21. Un article 210bis rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

"Article 210bis. Par dérogation à l'article 95bis, les membres du personnel technique nommés dans une fonction de sélection à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et mis en disponibilité par défaut d'emploi sont réaffectés ou rappelés provisoirement à l'activité de service, dans un emploi de la fonction de recrutement qui leur a permis l'accès à la fonction de sélection à laquelle ils ont été nommés.

Le membre du personnel ainsi réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité de service garde le bénéfice de son échelle barémique."

Art. 22. Un article 210ter rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

"Article 210ter. Le directeur du centre de formation de la Communauté française pour le personnel technique des centres psycho-médico-sociaux mis en disponibilité par défaut d'emploi est rappelé provisoirement à l'activité de service dans un emploi de directeur d'un centre psycho-médico-social de la Communauté française."

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 24. La Ministre-Présidente, ayant l'Éducation dans ses attributions, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 octobre 1996.

La Ministre-Présidente chargée de l'Éducation,
de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX.

VERTALING

N. 96 — 2720

[S - C - 96/29395]

15 OKTOBER 1996. — Besluit van de regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit d.d. 27 juli 1979 houdende het statuut van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de inspectiediensten belast met het toezicht over de psycho-medisch-sociale centra en de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet d.d. 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra, inz. op artikel 7, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 467 d.d. 1 oktober 1986;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 27 juli 1979 houdende het statuut van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap van het opleidingscentrum van de Franse Gemeenschap, alsook van de inspectiediensten belast met het toezicht over de psycho-medisch-sociale centra en de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 30 oktober 1981, de koninklijke besluiten nr. 73, d.d. 20 juli 1982 en nr. 226, d.d. 7 december 1983, de koninklijke besluiten d.d. 9 augustus en 21 oktober 1985, de besluiten van de Executieve d.d. 7 november 1991 en 30 april 1993 en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 11 januari 1995;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 14 maart 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting d.d. 16 augustus 1996;

Gelet op het protocol dd. 26 augustus 1996 van sectorcomité IX;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Gelet op de noodzaak dat de in overweging genomen maatregelen onverwijld in werking treden omwille van de organisatie en de follow-up van de geplande opleidingen ten gunste van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter bevoegd voor Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 14 oktober 1996,

Besluit :

Artikel 1. Het opschrift van het koninklijk besluit d.d. 27 juli 1979 houdende het statuut van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap, van het opleidingscentrum van de Franse Gemeenschap, alsook van de inspectiediensten belast met het toezicht over de psycho-medisch-sociale centra en de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs wordt als volgt gewijzigd :

"Koninklijk besluit d.d. 27 juli 1979 houdende het statuut van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap alsook van de inspectiediensten belast met het toezicht over de psycho-medisch-sociale centra en de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs".

Art. 2. Art. 1, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij besluit van de Executieve d.d. 30 april 1993, wordt als volgt gewijzigd :

"Dit statuut geldt voor de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap alsook van de inspectiediensten belast met het toezicht over de psycho-medisch-sociale centra en de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs".

Art. 3. In art 2, § 1 van hetzelfde besluit vervallen de punten 2 en 3b.

Art. 4. In hoofdstuk VII van hetzelfde besluit vervallen :

1° art. 66

2° art. 67, vervangen bij voormeld besluit van de Executieve

3° de art. 68 tot 72

4° art. 73, gewijzigd bij voormeld besluit van de Executieve

5° de art. 74 en 79.

Art. 5. In hoofdstuk VIII van hetzelfde besluit wordt het opschrift van de afdeling 2 vervangen als volgt :

"Leiding van een PMS-centrum van de Franse Gemeenschap en van een PMS-centrum voor buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap".

Art. 6. In hetzelfde besluit vervalt art. 86.

Art. 7. In artikel 87, § 1 van hetzelfde besluit vervallen de woorden "en 86, 2".

In artikel 87, § 2 van hetzelfde besluit vervallen de woorden "en 86, 3".

Art. 8. In artikel 90, 1e lid, van hetzelfde besluit vervalt "en 86".

Art. 9. In afdeling 3 van hoofdstuk IX van hetzelfde besluit vervallen :

1° art. 104, gewijzigd bij voormeld besluit van 30 april 1993

2° de artikelen 105 tot 107, gewijzigd bij voormeld besluit van 30 april 1993

3° art. 108, gewijzigd bij voormeld besluit van 30 april 1993

4° art. 109

5° art. 110, gewijzigd bij voormeld besluit van 30 april 1993.

Art. 10. Het opschrift van afdeling 5 van hoofdstuk IX wordt vervangen door :

"Gemeenschappelijke regeling, voor de wervings- en bevorderingsambten, van de reffectatie van leden van het technisch personeel, ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking."

Art. 11. In art. 118, § 1 vervalt "selectie-".

Art. 12. In art. 122, 3e lid, vervalt "selectie-".

Art. 13. In art. 123, 2e lid, vervalt "en in selectieambten".

Art. 14. Art. 129, § 1 wordt opgeheven.

Art. 15. In art. 168, 2e lid vervalt "selectie- of".

Art. 16. In art. 172, 2e lid vervalt "selectie- of".

Art. 17. In art. 180, 3e lid vervalt "in een selectieambt".

Art. 18. In art. 183ter, § 3, 1e lid, vervalt "in een selectieambt of".

Art. 19. In art. 185 vervalt "tot een benoeming in een selectieambt".

Art. 20. In art. 193 vervalt "selectie- of".

Art. 21. Onderstaand art. 210bis wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

"Art. 210bis. In afwijking van art. 95bis worden leden van het technisch personeel, benoemd in een selectieambt bij de inwerkingtreding van dit besluit en ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking, gereffecteerd of tijdelijk in actieve dienst teruggeroepen in een betrekking van het wervingsambt dat hun toegang gaf tot het selectieambt waarin zij benoemd werden. Het gereffecteerd of teruggeroepen personeelslid blijft zijn weddeschaal genieten."

Art. 22. Onderstaand art. 210ter wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

"Art. 210ter. De directeur van het vormingscentrum van de Franse Gemeenschap voor het technisch personeel van de PMS-centra, ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking, wordt voorlopig in actieve dienst teruggeroepen als directeur van een PMS-centrum van de Franse Gemeenschap."

Art. 23. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 24. De Minister-Voorzitter, bevoegd voor Onderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 15 oktober 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,
belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

F. 96 — 2721

[96/29393]

15 OCTOBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 avril 1995 portant création du Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 1^{er} avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, notamment l'article 7, modifié par l'arrêté royal n° 467 du 1^{er} octobre 1986;

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat modifiée par les lois des 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 et par le décret du 27 décembre 1993;

Vu le décret du 24 décembre 1990 relatif à la formation continue et à la formation complémentaire des membres du personnel de certains établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, notamment l'article 6;

Vu l'arrêté royal du 29 août 1966 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, tel que modifié par les arrêtés royaux des 22 septembre 1967, 21 octobre 1968, 1^{er} décembre 1970, 25 novembre 1976, 16 décembre 1981, par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié par les arrêtés royaux des 4 avril 1980 et 27 mai 1981, par l'arrêté royal n° 69 du 20 juillet 1982, par les arrêtés royaux des 16 février 1983, 1^{er} septembre 1983, 1^{er} août 1984, 29 août 1985 et 11 décembre 1987, par les arrêtés de l'Exécutif des 26 juillet 1989, 20 novembre 1989, 21 mai 1991, 14 août 1991, 24 septembre 1991, 27 septembre 1991, 24 août 1992, et 17 février 1993 et par les arrêtés du Gouvernement des 10 juin 1993, 19 juillet 1993, 4 juillet 1994, 7 avril 1995, 27 avril 1995 et 9 janvier 1996;

Vu l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié par les arrêtés royaux du 15 avril 1977, du 30 mars 1981, par les arrêtés royaux n° 69 du 20 juillet 1982 et n° 70 du 20 juillet 1982, par l'arrêté royal du 28 avril 1983, par la loi de redressement du 31 juillet 1984, par les arrêtés royaux des 22 mars 1985 et 27 mars 1985, par la loi portant des mesures fiscales et autres du 1^{er} août 1985, par les arrêtés royaux des 12 novembre 1986, 13 janvier 1988 et 20 décembre 1988, et par l'arrêté de l'Exécutif du 2 janvier 1992;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des Centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des Centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française, du centre de formation de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des Centres psycho-médico-sociaux et des Centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial, tel que modifié par l'arrêté royal du 30 octobre 1981, les arrêtés royaux n° 73 du 20 juillet 1982 et n° 226 du 7 décembre 1983, les arrêtés royaux des 29 août 1985 et 21 octobre 1985, les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française du 7 novembre 1991 et du 30 avril 1993 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 janvier 1995;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 avril 1995 portant création d'un Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 juillet 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 23 juillet 1996;

Vu le protocole du Comité du secteur IX du 26 août 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Vu l'urgence motivée par la circonstance qu'il importe, en effet, que les mesures envisagées puissent entrer en vigueur sans délai pour des raisons d'organisation et de suivi des formations prévues au bénéfice des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française;

Sur proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 14 octobre 1996,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 avril 1995 portant création d'un centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française, la première phrase est remplacée par la disposition suivante :

« Il est créé un Centre d'autoformation et de formation continuée compétent pour les personnels des établissements d'enseignement de plein exercice et de promotion sociale de la Communauté française, à l'exclusion de l'enseignement universitaire, et pour le personnel technique des Centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française ».